

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni



Une publication du SER de Londres
Semaine du 19 janvier 2026

Energie

Le gouvernement dévoile son Warm Homes Plan

Le DESNZ a dévoilé son plan de rénovation énergétique des bâtiments, baptisé « [Warm Homes Plan](#) ». Il ambitionne de sortir un million de ménages de la précarité énergétique, de tripler le déploiement de panneaux solaires dans le résidentiel, d'installer 450 000 pompes à chaleur par an d'ici 2030.

L'atteinte de ces objectifs sera encouragée par la mobilisation de 15 Md£ sur les 4 prochaines années, dont 2,7 Md£ pour le Boiler Upgrade Scheme, 5 Md£ pour des prêts concessionnels qui seront distribués par un nouveau Warm Homes Fund, environ 1 Md£ par an pour l'équivalent du chèque énergie (Warm Home Discount). 59 équipements continueront de bénéficier d'une exemption totale de TVA d'ici le 31 mars 2027, dont les pompes à chaleur, les panneaux solaires, les batteries électriques, les ballons d'eau chaude asservissables.

Le plan impose également aux bailleurs privés d'atteindre au moins la classe C du DPE d'ici 2030. Toutefois, cette obligation sera considérée comme respectée s'ils dépensent 10 000£ dans la rénovation de leurs logements. Le gouvernement a par ailleurs confirmé qu'il publiera très prochainement sa nouvelle réglementation thermique pour les bâtiments neufs (Future Homes Standard) qui exigera par défaut l'installation d'un mode de chauffage bas carbone, de panneaux solaires et un haut niveau d'efficacité énergétique.

Une nouvelle agence, la Warm Homes Agency, sera créée pour mettre en œuvre l'ensemble des mesures du plan. Elle regroupera les compétences du ministère, de l'Ofgem et de Salix, le bras armé financier de l'Etat pour la rénovation énergétique. En outre, elle soutiendra les initiatives des autorités locales, jouera un rôle central

dans l'écosystème de la rénovation énergétique et proposera un parcours usager de rénovation énergétique numérique.

EDF et Centrica en négociation avec le gouvernement pour la prolongation de la centrale nucléaire de Sizewell B

Le [Financial Times](#) rapporte que les discussions se poursuivent entre EDF, Centrica et le gouvernement pour une prolongation de 20 ans de la durée de vie de la centrale nucléaire de Sizewell B. Prolonger la centrale jusqu'en 2055 nécessiterait un investissement de 800 M£ que les deux actionnaires de la centrale souhaitent financer par un contrat pour différence. La consultation ouverte par le gouvernement début décembre sur l'opportunité d'ouvrir ce type de financements aux centrales nucléaires existantes s'est achevée cette semaine.

Signature du premier contrat de mise à disposition du domaine public maritime pour le transport et le stockage sous-marin de CO2

Le [Crown Estate](#) a annoncé avoir signé avec Northern Endurance Partnership son premier contrat de mise à disposition du domaine public maritime pour la mise en service d'infrastructures sous-marines de transport et de stockage de CO2. Les infrastructures de Northern Endurance Partnership, développées par BP, Equinor et TotalEnergies, seront situées à 140 km des côtes et pourront stocker 1 MtCO2 par an. NEP a également reçu son permis de stockage, le premier délivré par la North Sea Transition Authority, qui devrait lui permettre de commencer ses activités en 2028.

Environnement

Les services de sécurité alertent sur les risques pour la sécurité nationale du Royaume-Uni en cas d'effondrement de la biodiversité

Un [rapport gouvernemental](#) publié en janvier 2026 juge que la dégradation et le potentiel effondrement de la biodiversité et des écosystèmes à l'échelle mondiale représente un risque sérieux et grandissant pour la sécurité nationale du Royaume-Uni. Si les tendances actuelles se poursuivent, les Etats pourraient se livrer à une compétition pour l'accès aux ressources alimentaires et le Royaume-Uni serait particulièrement vulnérable du fait des dépendances aux importations. Le rapport appelle à renforcer l'autonomie alimentaire du Royaume-Uni et la résilience de ses chaînes d'approvisionnement.

Une initiative du Roi Charles III soutient la création d'une immense aire marine protégée en Antarctique

Fondée par le Roi Charles III lorsqu'il était encore Prince de Galles, la [Sustainable Markets Initiative](#) a lancé un nouveau programme de protection des océans visant à créer la première aire marine protégée en Antarctique en lien avec les gouvernements du Chili et de l'Argentine. Celle-ci recouvrirait 70 % de la surface de la péninsule Antarctique, soit 455 957 km². Ce projet s'inscrit dans la continuité des travaux menés par la Commission pour la conservation des ressources marines de l'Antarctique.

Transports

Le gouvernement annonce un fonds de 43M£ supplémentaire pour soutenir la décarbonation de l'aviation

La ministre des Transports Heidi Alexander a annoncé le lancement d'un nouveau [fonds](#) dédié à la décarbonation de l'aviation et doté de 43M£. Cette enveloppe devrait en particulier soutenir le développement d'avions zéro-émissions, notamment ceux mobilisant des technologies d'hydrogène, ainsi que celui des carburants d'aviation durables, par ailleurs soutenus par le Advanced Fuel Fund (AFF). Une partie de ce financement sera également consacrée au soutien à la décarbonation de l'aviation en Afrique et dans les Caraïbes. Un appel à projet à destination des entreprises ainsi que du milieu de la recherche sera lancé en février.

La construction du plus long tunnel de la ligne HS2 terminée

La société HS2 a annoncé la fin des travaux pour construire le plus long tunnel de la ligne HS2 devant relier Londres à Birmingham. L'ouvrage de 16km traverse la réserve naturelle des collines de Chiltern, dans le Buckinghamshire.

Cette réussite rassure alors que le projet HS2 est depuis des années confronté à d'importants retards et surcoûts. Une revue stratégique a été lancée et une nouvelle estimation du coût total, attendu au-delà de 80Md£, devrait être annoncée en 2026. Le directeur général d'HS2 a cependant déjà indiqué au gouvernement qu'un lancement en 2033 serait inatteignable.

Industrie

Un rapport indépendant appelle le gouvernement britannique à assouplir le ZEV Mandate

Un rapport de la [Policy Commission on Gigafactories](#) appelle le Royaume-Uni à assouplir son mandat sur les véhicules zéro émission afin de mieux soutenir son industrie automobile et sa filière batteries. Le document recommande de ramener l'objectif de ventes de voitures électriques à 50-60 % en 2030, contre 80 % aujourd'hui, et d'alléger les pénalités imposées aux constructeurs, jugées déconnectées de la demande réelle. L'objectif est d'éviter des délocalisations de production et de sécuriser les investissements dans l'automobile et les batteries.

Le rapport souligne également l'urgence de développer une chaîne d'approvisionnement nationale en batteries, alors que le Royaume-Uni reste très dépendant de la Chine et ne dispose pas de champion industriel depuis la faillite de Britishvolt. Il appelle le gouvernement à attirer un grand constructeur de véhicules électriques — y compris chinois — et des acteurs clés comme les producteurs de matériaux de cathodes, afin d'éviter une érosion durable de la base industrielle et des emplois du secteur.

Trois nouveaux constructeurs automobiles chinois annoncent leur entrée sur le marché britannique

Plusieurs constructeurs automobiles chinois, comme Nio, Zeekr et Aion ont annoncé leur arrivée sur le marché britannique, perçu comme une porte d'entrée stratégique en Europe en raison de l'absence de tarifs douaniers sur les véhicules chinois et de l'ouverture des consommateurs à de nouvelles marques.

Les constructeurs chinois ont doublé leur part de marché entre 2024 et 2025, et ont représenté 18% des ventes en décembre. Leur offre ne se limite pas aux véhicules électriques : ils proposent aussi des modèles thermiques et hybrides, concurrençant l'ensemble des constructeurs traditionnels. Selon Auto Trader, les nouveaux entrants sur le marché britannique pourraient atteindre 20% de part de marché d'ici 2028.

Les entreprises chinoises n'ont pas indiqué d'intention de produire leurs véhicules au Royaume-Uni jusqu'à présent, citant notamment les difficultés liées aux prix de l'énergie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr